



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Novembre

La Voix du Nord : 01/11/11

Zone euro

Chômage

Le taux de chômage dans la zone euro a atteint 10,2% de la population active en septembre, son plus haut niveau. L'Espagne a une nouvelle fois été le pays enregistrant le plus fort taux (22,6%), tandis que l'Autriche (3,9%) et les Pays-Bas (4,5%) ont enregistré les taux les plus bas. La France affiche un taux de 9,9%.

La Voix du Nord : 01/11/11

L'argent de la Chine aux Chinois ?

On entend en France, un concert de protestations depuis que la participation de la Chine a été évoqué pour le sauvetage de la zone euro. Plusieurs politiques ont notamment protesté contre cette idée. Les Américains qui sont encore plus endettés n'ont pas eu ces états d'âme et Barack Obama avait même envoyé en août dernier, Joe Biden, son vice-président à Pékin pour rassurer son principal créancier.

La Chine est devenue logiquement le banquier de la planète en inondant le monde de ses produits et en accumulant des recettes conséquentes. Ainsi, sa solidarité n'est pas désintéressée. L'Europe se retrouverait-elle pieds et poings liés si la Chine participait à son fonds de secours ? Nous devrions nous inspirer une fois encore des américains. Même si la Chine détient 10% de leur dette, les américains n'hésitent pas à prendre des mesures de rétorsion contre des produits chinois.

La Voix du Nord : 01/11/11

« Super Mario » à la tête de la BCE

L'Italien Mario Draghi prend ses fonctions aujourd'hui à la tête de la Banque centrale européenne et arrive à une période cruciale pour la zone euro. « Super Mario » comme il est parfois surnommé, est conscient de la gravité de la situation mais devrait s'inscrire dans la droite ligne de son prédécesseur, le Français Jean-Claude Trichet. Il affiche un attachement sans faille à la stabilité des prix et martèle que la BCE ne pourra pas toujours faire office de pompier pour la zone euro.

La Voix du Nord : 02/11/11

La Grèce à quitte ou double !

La Grèce n'a décidément pas fini de faire trembler l'Europe et sa monnaie unique. À peine le nouveau plan de sauvetage de son pays adopté à Bruxelles, le Premier ministre socialiste Papandréou sort une arme à haut risque, le référendum. À la veille de l'ouverture du G20 à Cannes, il a lancé une grenade dégoupillée par cette annonce.

Sa décision prise sans aucune concertation avec les autres dirigeants européens est une fuite en avant, un quitte ou double à 350 milliards d'euros. Ce référendum repousse la mise en place du plan de sauvetage et ouvre également la porte vers une sortie de l'euro de la Grèce. C'est un scénario que ses seize partenaires de la monnaie unique cherchaient à éviter à tout prix.

La Voix du Nord : 02/11/11

Les Bourses dévissent après l'annonce du référendum en Grèce

Au lendemain de l'annonce d'un référendum en Grèce, les Bourses européennes et Wall Street ont connu une journée noire hier. L'annonce faite par le Premier ministre grec, Georges Papandréou concernant la tenue d'un référendum lui a valu une volée de bois vert. Les présidents de l'UE, Herman Van Rompuy et de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ont appelé hier implicitement la Grèce à respecter ses engagements à l'égard de la zone euro.

Angela Merkel et Nicolas Sarkozy sont « déterminés » à faire appliquer le plan de sauvetage de la Grèce. La Banque centrale européenne (BCE) présidée depuis hier par l'italien Mario Draghi, a de son côté acheté de la dette italienne et espagnole par crainte d'une contagion.

La Voix du Nord : 02/11/11

À la veille du G20 de Cannes, Athènes place Nicolas Sarkozy en difficulté

L'annonce surprise du référendum grec qui remet en cause le plan de sauvetage de la zone euro place Nicolas Sarkozy dans une situation politique très délicate. Il y a cinq jours, quelques heures après un sommet européen, le président français expliquait à la télévision comment l'accord de Bruxelles allait permettre de sauver la Grèce et d'éviter une catastrophe financière.

Il avait également fait part de son optimisme quant aux capacités de la Grèce à se sortir de la crise. Moins d'une semaine plus tard, tout est à refaire. Signe de la gravité de la situation. Nicolas Sarkozy a réaffirmé aujourd'hui que le nouveau plan d'aide était « *la seule voie possible pour résoudre le problème de la dette grecque* ».

À deux jours du sommet du G20 de Cannes, l'annonce venue d'Athènes ne pouvait pas tomber plus mal. Nicolas Sarkozy pensait être en position de force en arrivant avec la réponse à la crise de la zone euro. Le référendum grec risque de refaire de la situation financière du Vieux Continent le principal sujet de discussion des vingt pays les plus riches de la planète.

La Voix du Nord : 03/11/11

« Pas la fin de la zone euro, mais le début d'une longue période de croissance faible »

Alors que s'ouvre le G20 à Cannes, Stéphane Grégoir, directeur du centre de recherches de l'EDHEC apporte son analyse sur cette nouvelle crise européenne. Le vent de panique qui s'est emparé de la zone euro à l'annonce du référendum grec est-il justifié ?

« La décision du Premier ministre grec peut être légitime, elle n'en demeure pas moins maladroite et source d'instabilité. »

Un retrait éventuel de la Grèce de la zone euro signe-t-elle l'arrêt de cette même zone ? *« Cela ne signe pas nécessairement l'arrêt de mort de la zone, mais annonce une longue période de misère économique. Un retrait ne signifie pas la fin de la zone euro, mais augmente la probabilité d'une longue période de croissance faible et insuffisante pour financer les systèmes européens de protection sociale dans le cadre d'un vieillissement de la population et d'un chômage élevé. »*

Désormais, quels sont les scénarios envisageables ? Et que faut-il faire ? *« Il n'y a pas de solution simple et indolore. L'Allemagne, par crainte de l'inflation est opposée à un recours à la Banque centrale européenne (BCE). Il faut donc trouver un mode de financement qui passe par les marchés. »*

La Voix du Nord : 03/11/11

Les scénarios envisagés pour la Grèce

Le premier scénario consiste en un défaut de paiement désordonné et l'abandon de l'euro. C'est un scénario qui n'est plus exclu car les Grecs doivent se prononcer sur le sauvetage du pays et implicitement sur le maintien du pays dans la zone euro. Las des cures d'austérité, ils pourraient dire « non » et leur pays se retrouver en cessation de paiement.

Dans une telle situation, la Grèce quitterait probablement l'Union monétaire même si cette disposition n'est pas prévue dans les traités. Le prix à payer pour les Grecs serait considérable car ils se retrouveraient avec une monnaie dévaluée et une poussée de l'inflation.

Le second scénario possible consiste en un défaut de paiement sans sortie de la zone euro. Les Grecs pourraient tenter de renégocier un plan d'aide moins défavorable, même si cette option est totalement écartée au sein de la zone euro.

Dans pareil cas, les Européens seraient amenés à mutualiser le reste de l'effacement de la dette.

Le dernier scénario qui perd le plus en crédibilité avec les incertitudes liées au référendum est l'exécution des plans de sauvetage. Les différents plans de sauvetage et d'austérité seraient mis en œuvre comme prévu, le gouvernement grec réussirait à stabiliser l'économie au fil des années.

La Voix du Nord : 03/11/11

Papandréou convoqué hier soir à Cannes : la Grèce sous haute pression avant le G20

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ne décolèrent pas, mis devant le fait accompli par le Premier ministre grec et son annonce de référendum. Avant de recevoir Georges Papandréou pour une explication, ils ont fait savoir qu'ils étaient toujours aussi « *déterminés* » à faire appliquer le plan de sauvetage adopté dans la douleur le 27 octobre à Bruxelles.

Ainsi, pour la France et l'Allemagne si un référendum devait avoir lieu, il ne devra pas porter sur le plan de sauvetage car cela retarderait son application, mais poser directement la question d'une sortie de l'euro. Cependant, le Premier ministre grec a fait savoir que le référendum porterait bien sur le plan de sauvetage et non sur l'appartenance à l'euro.

À l'issue de leur rencontre avec Georges Papandréou, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel sont venus devant la presse pour afficher leur détermination. Il n'est pas question de suspendre le plan de sauvetage à la décision du peuple grec. En attendant, Georges Papandréou est reparti à Athènes en faisant la promesse que le référendum aurait lieu avant la fin de l'année et il est sûr que le peuple grec prendra la bonne décision.

L'Union : 03/11/11

C'est parti pour deux jours de sommet à Cannes Ce G20 sent la Grèce

Un mini-sommet de crise sur la Grèce s'est ouvert hier à Cannes, où les Européens laissent désormais planer, pour la première fois, le spectre d'une sortie d'Athènes de la zone euro. Le Premier ministre grec,

Georges Papandréou a été convoqué pour s'expliquer sur son projet de référendum très controversé. La décision grecque a bouleversé toute la stratégie du groupe des vingt principaux pays riches et émergents. Les Européens devaient présenter lors de ce sommet un plan de sortie de crise adopté dont l'objectif était de rétablir la confiance et de rassurer les États-Unis ainsi que les pays émergents.

C'est la première fois qu'une sortie d'un État de l'Union monétaire n'est plus taboue. Le problème qui se pose et que dans le contexte actuel et si un référendum est proposé les grecs répondront probablement par la négative. Georges Papandréou a assuré que la réponse au référendum permettrait d'obtenir un « *message clair* » sur l'appartenance de la Grèce à l'euro.

Mini-sommet, maxi enjeux

Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont de nouveau joué les artificiers pour tenter de désamorcer la bombe jetée par Georges Papandréou. La France et l'Allemagne tentent de limiter les effets dévastateurs de l'annonce unilatérale d'un référendum qui a semé la consternation en Europe.

Selon des sources gouvernementales françaises, Nicolas Sarkozy et Angela Merkel devaient proposer à Georges Papandréou une feuille de route en trois points : obtenir un vote positif du Parlement grec sur le plan européen, fixer la date la plus proche possible pour le référendum et choisir une question qui mette les Grecs face à leurs responsabilités.

Un vote positif du Parlement grec signifierait un engagement à respecter les contreparties demandées en matière de réformes économiques et financières en échange de la solidarité des autres pays de l'euro.

La Voix du Nord : 04/11/11

Grèce : le référendum est quasiment enterré

Le Premier ministre grec Georges Papandréou a quasiment enterré hier son projet de référendum. La Grèce se trouve dans une crise politique importante et aucun accord de gouvernement n'a été trouvé avec l'opposition de droite pour pouvoir approuver ensemble le plan européen de désendettement de la Grèce.

Le leader de la Nouvelle Démocratie (droite) Antonis Samaras avait pourtant laissé entendre que sa formation était prête à envisager de participer à un gouvernement de transition. Cependant, les hostilités entre les deux camps ont repris et M. Samaras a demandé la démission du Premier ministre. Ce dernier a répondu qu' « *un gouvernement responsable ne peut pas démissionner* ».

Le ministre des Finances, Evangélos Vénizélos a annoncé publiquement l'échéance fatidique du 15 décembre. C'est à cette date que la Grèce serait en situation de défaut de paiement si elle ne recevait pas la sixième tranche du prêt accordé à Athènes en 2010 par l'UE et le FMI.

G20 : Bill Gates en renfort de Nicolas Sarkozy

Après avoir occupé tous les esprits à la veille du G20, la Grèce a enfin laissé place hier aux autres grands sujets. Ainsi, Bill Gates, fondateur de Microsoft est venu présenter aux dirigeants du G20 son rapport sur le développement. Il a plaidé pour l'accroissement de l'aide aux pays les plus pauvres et pour la mise en place d'une taxe sur les transactions financières.

Pour Nicolas Sarkozy, le renfort de Bill Gates est appréciable quant à la position sur cette taxe. Par ailleurs, la France et l'Allemagne ont tenu à rassurer leurs partenaires sur l'avenir de la zone euro.

La BCE baisse ses taux d'intérêt

La BCE a abaissé son principal taux directeur à 1,25%, faisant marche arrière cinq mois à peine après l'avoir relevé à 1,5%. Le nouveau président de la Banque centrale européenne Mario Draghi a cependant appelé les gouvernements de la zone euro à ne pas trop compter sur son institution pour résoudre la crise de la dette. Le principal taux directeur de la Banque centrale européenne est l'outil central dont elle dispose pour influencer sur l'octroi de crédits et contrôler l'évolution des prix en zone euro.

La Voix du Nord : 05/11/11

Zone euro

Suspense en Grèce avant un vote de confiance au Parlement

L'avenir du gouvernement de Georges Papandréou était suspendu hier au vote de confiance attendu dans la nuit au Parlement grec. La nouvelle de l'abandon du référendum a été accueillie avec soulagement par les dirigeants du G20. La nouvelle de l'abandon du référendum a été accueillie avec soulagement par les dirigeants du G20.

À quelques heures du vote de confiance, Georges Papandréou devait faire face à une révolte ouverte au sein de ses troupes. Cette révolte dans les rangs socialistes, les pressions internationales et une apparente concession du principal parti de l'opposition grecque pour soutenir le plan de sauvetage de la Grèce ont poussé Papandréou à abandonner son idée de référendum.

Les troupes socialistes ainsi que l'opposition conservatrice parlent de nouvelles élections en dépit de fortes divergences sur le calendrier. Antonis Samaras, chef de l'opposition a insisté pour que Georges Papandréou quitte la tête du gouvernement et que des élections soient organisées si possible dans les six prochaines semaines.

La Voix du Nord : 07/11/11

Papandréou va démissionner, après un accord sur un gouvernement de coalition

Le Premier ministre socialiste grec Georges Papandréou va démissionner de son poste pour laisser place à un gouvernement de coalition. Le nouveau gouvernement sera chargé de mettre en œuvre le plan européen anticrise décidé à Bruxelles fin octobre.

L'accord politique intervenu entre Georges Papandréou et son rival de droite lance un signal aux Européens, qui attendent d'Athènes un engagement clair sur le plan européen de désendettement et la politique d'austérité qu'il impose.

La Voix du Nord : 07/11/11

Italie

« Surveillé » par l'Union européenne et le FMI, Silvio Berlusconi a consacré son week-end à la politique intérieure. Il tente de colmater les brèches d'une majorité qui fait eau de toutes parts, avant une série de votes cruciaux au Parlement à l'occasion desquels il risque de perdre son poste.

La Voix du Nord : 12/11/11

Zone euro

Le Sénat italien adopte le plan anticrise promis à l'Union européenne

Dans le but de rassurer les marchés, le Sénat italien a adopté le plan anticrise promis à l'Union européenne. Les marchés continuaient de parier sur la désignation rapide de Mario Monti à la tête d'un gouvernement de transition.

Afin de réduire la dette colossale du pays, Rome cédera des biens immobiliers publics, appartenant notamment à l'armée, ainsi que des terrains agricoles. Les ordres professionnels seront réformés, les collectivités locales devront ouvrir les services publics locaux à la concurrence.

Des simplifications administratives seront mises en place en particulier pour les entreprises afin de réduire les lourdeurs bureaucratiques. Les mesures fiscales permettront de réduire le chômage des jeunes et des femmes en favorisant l'apprentissage, le temps partiel et le télétravail.

La Voix du Nord : 12/11/11

Grèce : le gouvernement de coalition formé

Le nouveau Premier ministre Lucas Papademos a formé un gouvernement d'union nationale, qui maintient la plupart des ténors socialistes en poste et vise à rassurer les créanciers et les partenaires de la zone euro face à la crise.

Pour le seconder, faire voter le budget 2012 et préparer les conditions du versement d'une tranche vitale de 8 milliards d'euros de prêts internationaux, le numéro deux socialiste Evangélos Vénizélos conserve son poste clé des Finances et celui de vice-Premier ministre. Au total, douze ministres de l'ancienne équipe conservent leur poste, pour seulement deux départs.

La Voix du Nord : 12/11/11

Europe

Agences de notation

La Commission européenne s'apprête à proposer de durcir encore les règles de fonctionnement des agences de notation avec notamment la possibilité de poursuites civiles en justice. Le commissaire européen aux marchés financiers, Michel Barnier a qualifié de grave l'erreur de l'agence Standard & Poor's sur la France.

La Voix du Nord : 15/11/11

Union européenne

Les fabricants de tabac vont avoir l'obligation à partir de jeudi de ne mettre sur le marché que des cigarettes « à faible propension à l'inflammation » afin d'éviter les incendies.

La Voix du Nord : 15/11/11

Deux ans de sursis pour le programme européen d'aide aux plus démunis

Le programme européen d'aide aux plus démunis a obtenu hier un sursis de deux ans après un compromis franco-allemand qui risque toutefois de sceller sa disparition à terme. Le commissaire européen en charge de l'Agriculture, Dacian Cioloș s'est montré heureux que le programme ait obtenu deux ans de plus.

Ces quelques 500 millions d'euros annuels, tirés des fonds agricoles européens étaient menacés dès l'an prochain d'une réduction drastique, à la suite d'un arrêt de la Cour européenne de justice initié par l'Allemagne.

La Cour a en effet considéré que le PEAD avait dévié de son objectif initial de redistribution des excédents agricoles pour ne plus financer que des achats de nourriture qui relèveraient plutôt de la politique sociale.

L'Allemagne mais aussi, la Suède, le Royaume-Uni, le Danemark, la République Tchèque et les Pays-Bas réclamaient que le programme ne se limite qu'aux faibles excédents agricoles. Un accord de dernière minute a été trouvé à l'issue d'une difficile négociation entre Ilse Aigner, ministre allemande de l'Agriculture et son homologue français Bruno Le Maire.

Ainsi, les deux pays s'engagent à militer auprès de la Commission européenne « *pour qu'à partir de 2014 le PEAD ne soit plus financé par l'UE* ». Afin de se conformer à l'arrêt de la Cours de Justice, la Commission européenne avait proposé de financer le PEAD après 2014 sur d'autres fonds que le budget agricole : les fonds dits de « cohésion » mais M. Le Maire a estimé que le compromis trouvé hier était le seul possible.

Les associations soulagées mais...

Les associations caritatives françaises ont salué l'accord qui sauve pour deux ans le programme européen, tout en soulignant la nécessité d'inventer un nouveau programme au-delà. Sans le revirement de l'Allemagne, le programme aurait fondu de 80% dès le 1^{er} janvier 2012. Olivier Berthe, président des Restos du cœur a salué « *ce sens des responsabilités de l'Allemagne qui évite à l'Europe une crise humanitaire* ».

Le PEAD finance l'aide alimentaire apportée à 18 millions d'Européens pauvres dans 19 des 27 États membres. Cependant, selon l'accord scellé hier, l'UE ne devrait plus financer le PEAD à partir de 2014. Après cela, il faudra songer à un autre dispositif d'aide.

La Voix du Nord : 15/11/11

La stevia, édulcorant naturel autorisé par Bruxelles, va remplacer l'aspartame

La Commission européenne a autorisé à l'échelle de l'UE le recours à un édulcorant d'origine naturelle, la stevia, qui pourrait remplacer l'aspartame ou d'autres édulcorants dans les aliments ou les boissons sans sucre, à la suite de l'avis favorable de l'Agence européenne de sécurité des aliments.

Cette autorisation entrera en vigueur le 2 décembre. En même temps que la décision d'autoriser cet édulcorant, la Commission européenne a adopté deux règlements établissant des nouvelles listes d'additifs.

La Voix du Nord : 16/11/11

Le plan Barnier échoue à Bruxelles, le AAA français menacé ?

Les trois plus grandes agences de notation Standard & Poor's, Moody's et Fitch contrôlent 90% du secteur financier. Ces agences de notation sont souvent accusées de ne pas avoir vu venir la crise financière partie des États-Unis, puis d'avoir aggravé la crise de la dette en abaissant les notes de certains États.

M. Barnier a dû réduire ses ambitions, en raison de l'opposition de plusieurs de ses collègues commissaires. Il a renoncé à un élément phare de sa proposition initiale qui était de suspendre temporairement la notation de la dette souveraine de certains pays lorsqu'ils font l'objet d'un programme de soutien du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

La Commission entend également éliminer les conflits d'intérêts et pour accroître la concurrence, les entreprises qui émettent des produits financiers devront changer d'agence tous les trois ans. Par ailleurs, les États ne seraient plus notés une fois par an mais tous les six mois. Les agences de notation pourront faire l'objet de poursuites civiles en justice, en cas de fautes caractérisées ou de négligences graves.

Menacée par une contagion de la dette à l'Italie et à l'Espagne, la zone euro évolue sur le fil du rasoir. Du coup, la note triple A de la France, deuxième économie de la zone euro, apparaît plus que jamais menacée au moment où Paris doit dépenser deux fois plus que Berlin pour financer ses emprunts à dix ans.

L'Europe face au spectre de la « décennie perdue »

Engluée dans la crise de la dette, l'Europe va subir une « décennie perdue ». Pour rassurer les marchés, les pays européens risquent de manger du pain noir pendant de longues années afin de ramener les déficits publics dans les clous et d'alléger le poids de la dette qui avoisine les 90% du PIB en moyenne au sein de la zone euro.

La Voix du Nord : 19/11/11

L'Allemagne inflexible sur la BCE, l'Italie et la Grèce affinent leur plan anticrise

L'Allemagne s'est obstinée hier dans son refus d'impliquer davantage la Banque centrale européenne (BCE) pour résoudre la crise de l'euro. En revanche, David Cameron, le Premier ministre britannique voudrait comme d'autres une implication plus forte de la BCE. Le nouveau président de la BCE, l'Italien Mario Draghi reste sur la même position que son prédécesseur, le Français Jean-Claude Trichet. Ainsi, le rôle de l'institution est de défendre la stabilité de la monnaie.

La Grèce a présenté hier au Parlement un projet de budget pour 2012 qui prévoit de rattraper le temps perdu en matière d'assainissement des comptes.

Le chef du gouvernement italien Mario Monti, doit faire adopter des mesures anticrises concrètes. L'Italie a devant elle « *une tâche quasi impossible, mais nous y réussirons* », a-t-il dit vendredi. Le plus urgent est de restaurer la crédibilité de Rome en garantissant la gestion rigoureuse des finances publiques.

Un sommet se déroulera jeudi prochain à Strasbourg avec Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et Mario Monti afin d'affronter la crise dans la zone euro.

La Voix du Nord : 25/11/11

Merkel retoque Sarkozy : le rôle de la BCE ne sera pas modifié

Berlin, Paris et Rome sont parvenus hier à Strasbourg à un compromis pour renforcer la discipline budgétaire de la zone euro, mais Nicolas Sarkozy n'a pas réussi à faire plier l'Allemagne sur le rôle de la BCE face à la crise. Mario Monti a quant à lui rassuré Paris et Berlin sur sa détermination à redresser les finances publiques de son pays surendetté.

Le débat sur les solutions pour endiguer la propagation de la crise n'a pas été tranché et notamment sur le point le plus épineux du désaccord entre Paris et Berlin qui concerne une intervention plus déterminée de la BCE. L'Allemagne s'y refuse parce que les statuts de la BCE, dont le rôle est officiellement de contenir l'inflation, ne les prévoient pas.

En revanche, Angela Merkel a obtenu l'aval de la France pour une révision des traités européens et a fermé la porte à une proposition d'euro-obligations pour mutualiser les dettes européennes.

La Voix du Nord : 29/11/11

OCDE : la zone euro, entrée en récession, menace, par ricochet, tous les pays riches

Dans ses prévisions semestrielles, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) revoit nettement à la baisse ses attentes par rapport aux précédentes publiées en mai. Dans la zone euro, la révision est encore plus drastique : l'économie devrait quasiment stagner en 2012.

« *La zone euro semble traverser une légère récession* », prévient d'ailleurs le club des pays les plus riches de la planète. Cela se traduit par un recul attendu du PIB de l'Union monétaire, mais aussi de chacune de ses trois premières économies (Allemagne, France et Italie). L'OCDE est la première institution internationale à annoncer une entrée en récession de la zone euro.

L'OCDE critique la gestion de la crise par les gouvernements européens et évoque désormais la « possibilité » réelle d'un défaut de paiement d'un État européen. Or « *la zone euro représente le risque clé pour l'économie mondiale* ». En effet, les résultats « *d'un événement négatif majeur dans la zone euro* » pourraient être « *très dévastateurs* ». Même les économies émergentes ne seraient pas épargnées.

Pour Moody's, aucun pays n'est à l'abri

L'agence de notation Moody's vient de tirer la sonnette d'alarme en affirmant que l'aggravation rapide de la crise menace les notes de tous les États européens, même les plus solides comme l'Allemagne, la Finlande ou les Pays-Bas. Le risque de la fin de la zone euro ou de sa fragmentation est désormais évoqué.

En l'absence de solution, un risque de « *défaillances multiples d'États de la zone euro n'est plus négligeable* », pointe Moody's. Ce type de scénario déboucherait sur un démantèlement de l'euro. La sortie de l'euro coûterait beaucoup d'argent par habitant la première année. Afin de limiter la casse, le tandem franco-allemand travaille actuellement à plusieurs options pour réformer l'Union européenne.

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Facebook : <http://www.facebook.com/Europe.Direct.Gde.Thierache>

Web : www.eurothierache.eu